

## *Survolt des négociations de l'OMC sur l'agriculture*

### **Ce que la réélection de M. Obama signifie pour le commerce mondial**

Barack Obama a été réélu président des États-Unis, et nombreux sont ceux qui prévoient que le gouvernement Obama adoptera une attitude plus combative sur le front du commerce au cours des quatre prochaines années, en commençant par l'Accord de partenariat transpacifique (PTP).

Il est peu probable que l'on conclue un marché à l'égard du PTP en 2013; cependant, les négociations devraient s'intensifier au début de l'année prochaine et comprendre éventuellement l'inclusion du Japon dans le groupe. En effet, si l'on en croit les rumeurs, le Japon pourrait décider de se joindre au PTP après tout. Le premier ministre du Japon, M. Yoshihiko Noda, assistera au Sommet de l'Asie de l'Est, qui se tiendra du 18 au 20 novembre au Cambodge, et il pourrait présenter une demande officielle de se joindre au PTP après avoir rencontré le président américain, M. Barack Obama, en marge du sommet.

Comme l'objectif consiste à aiguillonner l'économie américaine et à réduire le taux de chômage, le commerce pourrait être l'un des secteurs qui peut recueillir le soutien des deux partis (la Chambre des représentants américaine est contrôlée par les Républicains). Par conséquent, le gouvernement Obama pourrait choisir de commencer à étendre son accord bilatéral avec l'UE au début de l'année prochaine, donnant ainsi suite aux recommandations du groupe de travail présidé par le commissaire au Commerce de l'UE, M. Karel De Gucht et le représentant au commerce des États-Unis, M. Ron Kirk, qui doivent être diffusées en décembre.

Du côté de l'OMC, le gouvernement Obama devrait continuer de faire pression pour que l'on conclue un accord plurilatéral sur les services, dont les négociations devraient s'intensifier au début de l'année prochaine, ainsi qu'un Accord sur les technologies de l'information (ATI) auquel serait partie la Chine. Quant au reste du Programme de Doha pour le développement, tout dépendra de l'état de l'économie mondiale, en l'occurrence si elle continue de s'améliorer, de déclarer les observateurs. Dans tous les cas il faudrait attendre, pour que les négociations intensives reprennent, de savoir qui remplacera M. Pascal Lamy à la tête de l'OMC.

D'autres questions sont également en attente d'une réponse, notamment qui dirigera le bureau du représentant au Commerce des États-Unis, et si le gouvernement Obama cherchera à obtenir une autorisation de promotion du commerce. Le gouvernement a déclaré qu'il demandera une procédure accélérée au moment approprié, ce qui de l'avis de certains observateurs est l'instant présent. Quant à M. Ron Kirk, les rumeurs veulent qu'il quitte son poste. La question est de savoir à quel point le prochain USTR sera actif, compte tenu du nouveau programme commercial.

### **Le Brésil dépose un nouveau document sur la distorsion du taux de change**

Le Brésil a déposé un nouveau document sur la relation entre les taux de change et le commerce international qui « [TRADUCTION] se concentre sur le rôle que l'OMC pourrait jouer pour régler les effets de distorsion qu'exercent sur les échanges commerciaux les distorsions soutenues et importantes du taux de change ».

Le Brésil a déclaré que l'OMC n'est pas actuellement équipée pour s'attaquer à ce problème, qualifiant ses dispositions et mécanismes existants (antidumping, mesures compensatoires et sauvegarde comme recours) d'« insuffisants » pour venir à bout de l'instabilité des taux de change au XXI<sup>e</sup> siècle. La proposition devrait être examinée ce mois-ci au sein du groupe de travail de l'OMC sur le commerce et les finances.

Le Brésil propose que pour examiner le besoin de recours commerciaux à l'égard du taux de change et entreprendre un travail analytique à cette fin, le groupe de travail se concentre sur une liste non exhaustive d'éléments clés, notamment :

- Mesurer la distorsion des devises : définir des méthodes pour évaluer les distorsions des devises et établir des déclencheurs/points de référence pour des mesures particulières.
- Portée propre à un produit/propre à un secteur ou à l'ensemble de l'économie : les mesures correctrices devraient-elles s'appliquer uniquement à un produit ou à un secteur particulier du pays touché ou à l'ensemble de son économie?
- Délai : un délai approprié pour l'application de la mesure correctrice.

## Plurilatérales sur les services

Lors de leur plus récente réunion (du 5 au 9 novembre), les « vraiment bons amis » des services (VBAS : Australie, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, UE, Hong Kong, Israël, Japon, Mexique, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pakistan, Panama, Pérou, Corée du Sud, Suisse, Taïwan, Turquie et États-Unis) ont discuté, entre autres enjeux, d'une proposition conjointe de l'Australie et de l'UE qui désigne 10 secteurs des services auxquels il faut s'attaquer en priorité, notamment : mode 4, marchés publics, services financiers, services d'information et de communication et services de transport et de logistique.

Le groupe planche toujours sur « l'approche hybride », comme il est convenu de l'appeler, dans le cadre de laquelle les négociations se dérouleront. Sur ce point, le Canada a présenté un document dans lequel il demande des éclaircissements sur la façon dont le « statu quo » (disposition ayant pour objet de maintenir l'accès aux marchés des services existant dans l'accord) et l'« effet de cliquet » (disposition qui cherche à étendre automatiquement toute ouverture supplémentaire des services consentie par l'un des membres à tous les participants VBAS) fonctionneraient. Il reste toujours quelques problèmes techniques à résoudre avant que le groupe puisse s'entendre sur un modèle entièrement élaboré, de déclarer le Canada.

Jusqu'à présent, on s'est concentré sur la clarification des paramètres de l'accord plurilatéral. Le groupe devrait commencer la négociation officielle en 2013.

## Prochains événements

- Session extraordinaire du Comité de l'agriculture, mi-novembre (à confirmer)
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 14-15 novembre 2012
- Conférence ministérielle de l'AECG, 22-23 novembre 2012
- Plurilatérale sur les services, décembre 2012
- XV<sup>e</sup> cycle du PTP, 3-12 décembre 2012, Auckland
- Conseil général de l'OMC, 19-20 décembre 2012
- CM9, décembre 2013, Bali

**Genève en bref** est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

[www.producteurslaitiers.ca](http://www.producteurslaitiers.ca), [www.poulet.ca](http://www.poulet.ca), [www.lesoeufs.ca](http://www.lesoeufs.ca), [www.leseleveursdedindonducanada.ca](http://www.leseleveursdedindonducanada.ca), [www.cbhema.com](http://www.cbhema.com).

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



Dairy Farmers  
of Canada  
Les Producteurs laitiers  
du Canada



Chicken Farmers  
of Canada  
Les Producteurs de  
poulet du Canada

EGG FARMERS  
OF CANADA  
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS  
D'ŒUFS DU CANADA  
Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS  
OF CANADA  
LES ÉLEVEURS DE DINDON  
DU CANADA

Canadian  
Hatching Egg  
Producers



Les Producteurs  
d'œufs d'incubation  
du Canada